

## **Le travailleur *bóia-fria* (1)**

Histoire d'une errance, conditions de travail  
et mobilisations récentes dans l'État de São Paulo (Brésil)

Maria Conceição D'INCAO

*Sociologue CEDEC-CEPAM, São Paulo, Brésil*

Traduction de Marie-Bénigne GERVAISEAU, Marie-Edy CHONCHOL,  
Robert CABANES

### RÉSUMÉ

Dans l'État de São Paulo, contrairement aux autres États du Brésil, les travailleurs manuels temporaires de l'agriculture ont perdu tout accès à la terre : là réside leur spécificité. A travers l'analyse de cette situation récente, l'auteur fait apparaître la naissance de nouvelles revendications, et de nouvelles modalités de représentation au plan syndical.

MOTS-CLÉS : Brésil — Travailleurs agricoles — Salariés temporaires — Syndicalisme — Prolétarianisation.

### SUMMARY

*The bóia-fria manual worker.  
History of an odyssey, working conditions and recent mobilizations  
in the São Paulo State*

*The temporary agricultural workers in the State of S. Paulo are specific in that they no longer have access to the land; the same does not hold true in the other Brazilian states. The author analyses this recent situation and reveals that new claims emerge as well as new types of trade-union representation.*

KEY WORDS : Brazil — Agricultural workers — Temporary wage earners — Trade-unionism — Proletarianization.

### LE *BÓIA-FRIA* DANS L'ÉCONOMIE RURALE BRÉSILIENNE

La compréhension des récentes mobilisations des *bóias-frias* (1) dans l'État de São Paulo, suppose une connaissance du processus à l'intérieur duquel se fait la production et la reproduction de ces travailleurs. Il faut donc connaître les conditions qui rendent possible l'existence d'un grand contingent de travailleurs intégrés au processus de production — surtout dans l'agriculture — sous la forme de salariés temporaires, habitant les périphéries des zones urbaines.

Dans ce sens, il est bon de rappeler que ces travailleurs représentent la forme prédominante par laquelle se poursuit la prolétarianisation au Brésil.

Au niveau du système productif, le processus de concentration de la propriété et de l'usage de la terre se poursuit sans cesse, et l'industrialisation se réalise selon des modèles technologiques comparables à ceux de l'occident. Résultat de cette politique : un immense contingent de demandeurs d'emploi, en rapport direct avec le développement économique du pays. N'ayant plus accès à la terre, trouvant en ville un marché de l'emploi où la demande est supérieure à l'offre et n'ayant pas la qualification exigée pour les emplois existants, cette population chassée des campagnes se voit condamnée à errer sans cesse à la recherche d'un travail. Elle contribue à accroître la périphérie des grandes villes ou se déplace d'une région à une autre à la recherche d'un moyen de survie. Elle est ainsi contrainte à accepter n'importe quel travail dans n'importe quelles conditions.

Le travail temporaire salarié dans l'agriculture fait partie de cet ensemble plus global. Il s'inscrit en outre dans un processus de mécanisation de l'agriculture qui le développe au lieu de le diminuer (SILVA J. G., 1981). Ainsi, bien qu'on utilise des techniques capables d'accroître la productivité de la terre, on n'incorpore pas au processus de production des machines à récolter, par exemple. Par conséquent, le nombre de bras nécessaires à la récolte s'accroît dans la même proportion que la productivité de la terre. Le caractère temporaire du travail agricole non seulement persiste mais il s'accroît, puisque les calculs de rentabilité indiquent qu'il est plus avantageux d'un point de vue économique d'utiliser la main-d'œuvre humaine — celle des *bóias-fria* — que les machines à couper et à récolter la canne. Avantage qui s'explique par l'existence d'une main-d'œuvre qui présente dans son histoire une faible capacité de s'organiser sur le plan politique, et, par conséquent, une faible capacité de négocier la vente de sa force de travail.

Ceci n'est qu'un aspect de politiques économiques tournées exclusivement vers les intérêts des grands propriétaires ruraux et des grands groupes économiques, comme par exemple le programme Pro-Alcool (2). On peut déjà mesurer de façon assez précise les résultats de celui-ci au niveau de l'accroissement du travail saisonnier et de l'appauvrissement graduel des travailleurs ruraux. L'expansion démesurée de la monoculture de la canne à sucre dans l'État de São Paulo, permet de comprendre les conditions qui ont permis l'émergence du mouvement des *bóias-frias*.

#### LA SPÉCIFICITÉ DES *BÓIAS-FRIAS* DE L'ÉTAT DE SÃO PAULO

Dans l'État de São Paulo — région qui possède l'agriculture la plus développée du pays — une estimation de 1975 indique 304 000 travailleurs agricoles pour l'État sur un total de 3 299 000 pour l'ensemble du pays. On peut supposer que la part relative du travail temporaire salarié dans cet ensemble s'est accrue, surtout à partir de la création du Pro-Alcool. Les données dont on dispose (Institut d'Économie Agricole, 1980) pour 1980 indiquent la présence de 465 000 travailleurs temporaires dans l'État pour la période de pointe de récolte de la canne. Ces chiffres sont fournis par les employeurs eux-mêmes. L'existence de recruteur de main-d'œuvre, appelé *o gato*, le « chat », comme médiateur dans les relations de travail entre patrons ruraux et *bóias-frias*, associée au fait qu'une grande partie de ces travailleurs n'est pas déclarée — l'enregistrement sur la carte de travail est pourtant une exigence légale — sont suffisants pour qu'on puisse mettre en doute la validité de ces chiffres — qui doivent être bien supérieurs. D'autre part, l'absence de statistiques de ce type pour les autres États du Brésil empêche toute comparaison.

Pour comprendre la signification des récentes mobilisations des *bóias-frias* de São Paulo il faut prendre en compte l'expropriation plus grande dont ils sont victimes. En d'autres termes, leur condition de salarié «pur», bien que temporaire.

L'identification de ces travailleurs ruraux avec l'ensemble des travailleurs est due au fait qu'ils passent par un même processus de prolétarianisation. L'expulsion massive des travailleurs ruraux et leur non-intégration au marché du travail urbain, entraînent la constitution d'une masse de travailleurs hétérogène qui est incorporée de façon temporaire au travail de l'entreprise agricole. Les *bóias-frias* constituent une population assez diversifiée. Elle va du tout petit producteur qui a besoin de compléter ses revenus familiaux en se salariant de façon saisonnière dans une entreprise agricole, au travailleur qui a perdu toutes ses terres et habite en ville et dont la seule possibilité de survie est de s'employer au moment où la demande de force de travail est la plus forte dans l'agriculture, puis d'obtenir des «petits boulots» dans la période entre deux récoltes.

Dans l'État de São Paulo, où ce processus a démarré depuis plus longtemps, sur un rythme d'évolution plus rapide, prédomine la catégorie des salariés «purs».

Ce fait est important pour comprendre le changement qualitatif que le mouvement des *bóias-frias* de São Paulo représente dans l'histoire du mouvement social rural au Brésil : les conquêtes obtenues, leur niveau d'organisation représentent un progrès par rapport au mouvement des travailleurs de la canne à sucre du Pernambuco pendant les grèves de 1979 et 1981 qui avaient mobilisé respectivement 100 000 et 300 000 travailleurs. Ces grèves-là cependant, bien qu'ayant obtenu une forte participation des *bóias-frias*, ne peuvent pas être considérées comme spécifiques à cette catégorie de travailleurs. Leur développement est dû, en grande partie, à la longue tradition de lutte paysanne dans la région et au rôle particulier du «travailleur résident» des grands domaines comme élément médiateur du mouvement syndical et du mouvement des travailleurs dans son ensemble.

L'absence, dans l'État de São Paulo, d'une tradition de lutte paysanne et la non-existence du «travailleur résident» dans les zones des conflits récents (notamment la région de la canne) nous renvoient à l'analyse des obstacles rencontrés par les *bóias-frias* dans leur propre organisation : la fragilité du mouvement syndical rural, le caractère itinérant et intermittent du travail.

Sur ce dernier point, il s'agit des conditions mêmes dans lesquelles se réalise le travail des *bóias-frias*. Engagés pour effectuer des tâches spécifiques pendant une période déterminée, ces travailleurs sont soumis à une mobilité intense qui rend difficile la formation d'espaces d'actions collectives organisées. Non seulement ils travaillent uniquement pendant une période de l'année — dans le cas de la canne à sucre, 6 à 7 mois — mais ils se déplacent d'un lieu de travail à un autre pendant la récolte. En outre, des travailleurs d'une même ville sont acheminés vers des localités différentes pendant la période de la récolte. Dans ces conditions, l'unité concrète de travail est celle des travailleurs engagés pour une même tâche et transportés dans le même camion, la *turma*. Les luttes entreprises depuis quelques années se faisaient à partir de cette unité : petits arrêts d'équipes sur le lieu de travail pour exiger une augmentation du prix de la canne coupée, refus de monter dans le camion dans des conditions considérées insatisfaisantes, etc.

La fragilité du mouvement syndical rural dans l'État de São Paulo pourrait s'expliquer en grande partie par la plus grande intensité du processus de prolétarianisation du milieu rural.

La destruction accélérée de la petite production paysanne et la répression rapide et efficace — depuis les années 50 — de toutes les tentatives de résistance de la part des travailleurs, ont empêché la formation d'une tradition de lutte en milieu rural. Les travailleurs ruraux sont devenus en conséquence une population

déracinée, porteuse d'une mémoire très fragmentaire de luttes anciennes peu liées aux conditions nouvelles de travail : celles de travailleurs salariés qui malgré leur lien originel avec la terre, doivent faire face au jour le jour à des problèmes de salaire et/ou d'organisation du travail. Par ailleurs, l'idéal paysan qui caractérise historiquement le syndicalisme rural brésilien, a également empêché la définition de politiques et de pratiques syndicales appropriées à la situation spécifique de ces « purs » salariés. Les premières propositions concrètes du mouvement syndical rural concernant cette catégorie de travailleurs (la revendication de contrats collectifs) datent du 3<sup>e</sup> Congrès National des Travailleurs de l'Agriculture qui a eu lieu en 1979.

Certains faits illustrent cette désarticulation entre l'orientation des syndicats de travailleurs ruraux et les besoins objectifs des *bóias-frias* : jusqu'en 1979, l'État de São Paulo était l'État qui avait le moins de syndicats par rapport au nombre de municipalités ; de plus, bien que les salariés agricoles y soient largement majoritaires, ceux-ci n'étaient présents dans aucune des directions syndicales. Sans compter que l'apathie ou le laisser-aller de la plupart des dirigeants syndicaux avaient transformé les syndicats en simples instruments de l'appareil institutionnel d'assistance du syndicalisme rural.

La CONTAG (Confédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture) a dû se limiter à la formation de dirigeants syndicaux et à la conduite des luttes des travailleurs par la seule voie de la « légalité » jusqu'au Congrès de 1979 (année de l'ouverture du régime, de l'amnistie et du retour des exilés). La décision très claire, lors de ce congrès d'orienter le travail de la CONTAG vers un rapprochement avec sa base est un point de départ important pour situer les nouveaux défis auxquels devra faire face le syndicalisme rural avec l'ouverture politique du régime, et donc la possibilité d'un rapport plus directe avec les revendications des *bóias-frias*.

En fait, les travailleurs temporaires salariés de l'État de São Paulo ont été confrontés jusqu'à une période récente à des difficultés de deux ordres : celles liées à leurs propres conditions d'existence et de travail et celles relatives à l'écart historique mentionné entre leurs intérêts ou besoins spécifiques et les pratiques ou politiques syndicales.

Ces dernières années, les obstacles commencent à disparaître de part et d'autre. Les mouvements de travailleurs et le mouvement syndical rural ont subi des transformations, l'un influençant l'autre, comme nous le verrons en examinant les événements de Guariba.

## LE TRAVAILLEUR DE LA CANNE

La région de Ribeirão Preto, où se situe Guariba, épicerie du mouvement des *bóias-frias* paulistes, est la zone agricole la plus développée du pays. Elle concentre plus de 30 agro-industries de sucre et d'alcool et une production de canne à sucre de l'ordre de 40 210 000 tonnes, sur une superficie de 6,65 millions d'hectares de terre en 1984 (Institut d'Économie Agricole, 1980).

Cette expansion de la monoculture de la canne à sucre s'est faite, bien évidemment aux dépens d'autres cultures et a provoqué la croissance du travail temporaire salarié, qui, d'après la même source, a doublé depuis dix ans. Les conséquences de ce développement sur les conditions de vie et de travail des *bóias-frias* sont très claires : le caractère temporaire du travail s'accroît et en conséquence, le chômage, pendant la période entre deux récoltes, devient un problème grave.

En règle générale, les travailleurs chargés du sarclage de la canne ont du travail assuré entre mai et novembre. Les autres mois de l'année, une partie de

cette main-d'œuvre — probablement 30 à 40 % —, est employée pour planter la canne ou pour cultiver les terres de renouvellement ; celles-ci tendent à diminuer avec les progrès de la technologie qui prolongent les années de vie de la plantation de la canne à sucre. L'autre partie de cette main-d'œuvre reste au chômage.

Une fraction de celle-ci, en général des hommes et des jeunes, est composée de travailleurs venus d'autres États (Minas Gerais, Bahia, etc.) pour la récolte et qui retournent dans leurs États d'origine. Une autre petite fraction, composée d'hommes célibataires, part à la recherche d'autres travaux dans d'autres régions. Et une partie assez importante — environ 1 000 familles pour chaque ville de la région — reste sur place et sera dépendante d'éventuels « petits boulots », et de l'aide sociale municipale ou étatique.

Et c'est au sein de ce système de monoculture de la canne à sucre, que l'on trouve dans l'État de São Paulo, les conditions nécessaires pour une auto-identification de ces travailleurs en tant que catégorie sociale.

L'évolution du procès de travail au sein de la grande entreprise de monoculture a des caractéristiques propres. Ces entreprises, dans la mesure où elles recherchent une plus grande rationalité de la production, éliminent généralement la médiation d'un recruteur de main-d'œuvre, dans les rapports qu'elles établissent avec une partie des travailleurs. Elles appliquent la législation du travail et recherchent des méthodes d'accomplissement des tâches qui ont pour résultat de faciliter le contact et de concentrer davantage l'activité des travailleurs. Ainsi, à l'ancienne unité de référence collective — l'équipe — se substitue une nouvelle unité : l'entreprise ou l'usine. L'entreprise devient la référence la plus constante, puisque les travailleurs ont l'occasion de rencontrer d'autres équipes sur le lieu de travail, ou bien dans la ville où ils habitent, où les conditions de travail offertes par les employeurs deviennent peu à peu similaires.

Au fur et à mesure que la région se spécialise dans la monoculture de plantation elle offre un travail qui bien que temporaire est régulier : tous les ans, de mai à novembre. Ainsi se fixe une population qui auparavant allait de ville en ville à la recherche de travail, et s'explique l'apparition de plus d'une dizaine de villes-dortoirs dans la région. De petites villes de moins de 15 000 habitants ont vu leur population doubler entre 1970 et 1980. Barrinha abrite 10 000 travailleurs de la canne sur un total de 15 000 habitants. A 135 km, Guariba abrite plus de 5 000 travailleurs de la canne pour un peu plus de 20 000 habitants et a vu sa population doubler durant cette période.

Un autre élément important dans la définition de cette identité est l'histoire de vie de ces travailleurs. Leur trajectoire est longue. Ils viennent de Pernambuco, de Bahia, du Ceará, du Paraná, de Minas Gerais et d'autres États. Nombre d'entre eux sont passés par la ville de São Paulo et ont acquis une expérience de travail dans le bâtiment ou l'industrie. D'autres ont eu des expériences semblables en d'autres villes. Tous ont connu le travail agricole temporaire dans d'autres régions. Une partie importante d'entre eux est originaire du milieu rural de Ribeirão Preto mais expulsée de la terre depuis plus de quinze ans, ils doivent faire face à des situations similaires.

Ils espéraient tous trouver un emploi stable en ville. La frustration de cet espoir et la possibilité d'un travail régulier dans les usines les ont amenés à accepter les conditions actuelles de travailleur de la canne. Seule « sortie » possible, non désirée : ils intègrent la dévalorisation que le système social leur impose, se perçoivent comme exclus des autres systèmes économiques et se désignent comme « travailleurs sans profession ». C'est justement cette condition de « travailleur sans profession » qui devient l'élément qui les unit en tant que catégorie sociale. Ce sont des *bóias-frias* de première, deuxième et troisième génération ; des hommes, des femmes et des enfants ; originaires de la région ou venant d'ailleurs ; résidant dans les villes à proximité, ou voyageurs saisonniers ; installés ou nouveaux arrivants ; jeunes ou vieux, ils sont tous conscients d'être des coupeurs de canne à sucre, donc des « travailleurs sans profession ».

L'analyse comparative des discours des jeunes et des vieux est très révélatrice de ce processus d'auto-identification comme coupeurs de canne : les vieux ont un discours nostalgique. Ils rejettent ce travail. Ils gagnent moins parce qu'ils produisent moins et ont des responsabilités familiales. Ils idéalisent le passé mais considèrent inévitable la situation présente : « que veux-tu que je fasse ma fille ? S'il n'y a plus de canne on meurt de faim ». Les jeunes, plus aptes, gagnent plus et sont moins critiques par rapport au travail. Ils intègrent souvent le discours de l'usine. « Celui qui a la santé pour travailler, travaille beaucoup et gagne bien ». Ils rêvent de travailler dans l'industrie ou en ville mais savent que c'est impossible. « Nous qui sommes des travailleurs sans profession, c'est cela que l'on doit faire ».

L'acceptation de la situation présente comme coupeur de canne devient donc le point de départ d'une analyse critique de leurs propres conditions de travail. Si en d'autres régions de l'État la perspective d'un travail en ville empêche la formulation de cette critique, dans la région étudiée, l'absence de cette perspective a permis la formulation des revendications qui animent leurs luttes.

Dans un premier temps, cette auto-identification comme coupeur de canne s'accompagne d'une auto-perception comme force de travail réduite à de la sueur et des muscles. Leurs discours parlent de morts, de maladies et d'accidents. Ils se sentent anéantis par le travail, exploités jusqu'à la limite de leur résistance physique ; ils se sentent objet d'injustice de la part du patron et du gouvernement, souvent associés dans leur discours. Le gouvernement est cependant tenu comme le principal responsable, parce qu'il néglige les lois qui pourraient contrôler l'activité des patrons, parce qu'il permet l'extension de la canne et l'élimination des cultures vivrières, parce qu'il ne garantit pas l'application des lois qui protègent les travailleurs ruraux.

La conscience de leur sort injuste apparaît à travers un discours marqué par le ressentiment, où le leitmotiv principal est le non-respect de droits simplement humains. Ils revendiquent la suppression de l'intermédiaire de main-d'œuvre, le contrôle de la production, la carte de travail, le droit aux congés, au 13<sup>e</sup> mois et à l'assistance médicale.

Le *gato* (l'intermédiaire) est toujours dénoncé comme étant un des principaux responsables de la situation d'extrême pauvreté où vivent les *bóias-frias*. Un élément qui les contrôle et extorque une partie de leur gain. La demande de suppression de cet élément est cependant assez récente. Elle apparaît lorsque certains patrons, décident de recruter directement les travailleurs et remplacent le *gato* par un intendant (*feitor*), engagé par l'usine et chargé du recrutement, du transport, et du contrôle du travail des *bóias-frias*.

Le contrôle de la production est un des thèmes les plus débattus. Payés à la tâche, ils revendiquent le meilleur contrôle possible sur les opérations de mesure de la canne coupée. Avant, les unités de surface définissaient mieux l'espace de travail individuel et le camion, unité de mesure considérée sûre, transportait le travail de chacun, ou d'un petit groupe, séparément. Actuellement le travail leur est payé au mètre coupé (sur une largeur de 5 ou 7 rangées) alors qu'il est payé au *gato* à l'usine à la tonne. Ils ont l'absolue certitude d'être lésés lors de cette conversion, et voudraient établir quelques tableaux d'équivalence mètre-tonne en fonction de l'âge de la canne et de son inclination (droite, elle est plus facile à couper). Les négociations sur ce point sont très dures et continuent à faire l'objet des mouvements revendicatifs à l'heure actuelle.

L'enregistrement des travailleurs — au moyen d'une carte de travail individuelle délivrée par l'État et sur laquelle doit être inscrite chaque période de travail effectuée — est aussi un thème de débat important et controversé. L'expérience leur a montré que l'enregistrement est souvent un moyen de contrôle supplémentaire de l'intermédiaire sur les travailleurs parce que, en retenant les cartes, il les empêche souvent de changer d'équipe ou d'intermédiaire. Sans compter que certains retiennent les cartes jusqu'à la fin de la saison, et les rendent

sans avoir enregistré la période de travail. La demande d'enregistrement de la carte de travail croît en même temps que la revendication pour l'élimination du recruteur, parce que les conditions de travail offertes par les employeurs qui enregistrent les travailleurs et les embauchent directement sont meilleures. Parallèlement, les progrès du mouvement des *bóias-frias* et du syndicalisme rural, transforment la carte de travail en instrument nécessaire à la garantie des droits revendiqués.

Le droit aux congés et le treizième mois sont des mesures introduites à l'initiative des employeurs eux-mêmes. Ces derniers, subissant des pressions de la législation du travail, ont souvent adopté un mécanisme de rétention d'une partie du salaire journalier, qu'ils restituent à la fin de la récolte sous la forme du 13<sup>e</sup> mois ou de congés. Par ce moyen ils garantissent l'assiduité au travail et la permanence des travailleurs dans leurs équipes. Manquer une journée de travail peut signifier la perte d'une semaine du 13<sup>e</sup> mois ou des congés et un départ avant la fin de la récolte, la suppression de l'ensemble de cette somme.

Le droit à l'assistance médicale est relié à leur état de santé extrêmement précaire, et à l'engagement total de leur activité physique ; quelque chose comme un droit naturel.

Au sein de ce processus se produit l'identification du *bóia-fria* comme travailleur de la canne. Parmi eux, ceux qui ont encore en mémoire leur passé de petit paysan, et ceux qui sont nés *bóias-frias*.

Nous avons constaté que les travailleurs privés de cette mémoire, dont la trajectoire est absorbée par une recherche permanente de travail, sans représentations d'un passé, sont moins capables d'appréhender les mécanismes de l'exploitation du travail qu'ils subissent : en conséquence, ils participent moins au processus de constitution d'un groupe qui se bat et s'organise. Souvent nés de parents déjà déracinés, pour eux passé et présent se confondent et transforment leur vie en une sorte de cercle vicieux. Il s'agit alors d'un discours sans espoir, au mieux dirigé vers la conquête d'une qualification presque impossible en vue d'un travail dans le secteur industriel dont ils sont continuellement exclus ; pas d'auto-identification comme travailleur de la canne, ni d'idée de lutte et d'organisation.

En revanche, le discours des travailleurs qui ont un passé de paysans salariés ou de petits producteurs ruraux, est très revendicatif. La mémoire d'un temps ancien, meilleur que le présent ne se réduit pas à une nostalgie stérile. Elle fournit l'énergie capable de nourrir la critique du présent et de définir de nouvelles stratégies de lutte auprès de la population déracinée.

L'articulation entre passé et présent est donc le processus qui unifie ces travailleurs comme un groupe et leur permet de définir leur identité sociale (voir en annexe l'histoire de « Seu Antonio », 50 ans, coupeur de canne à Barrinha en pleine région des conflits entre les *bóias-frias* et les *usineiros* (3).

Dans le même temps, il faut souligner que Guariba abrite essentiellement les travailleurs de quatre usines qui présentent les conditions objectives les plus favorables à une plus grande mobilisation et organisation des *bóias-frias*. De la conjonction de ces deux séries de facteurs, naîtra le mouvement de Guariba qui s'étendra ensuite rapidement à une grande partie de l'État de São Paulo.

## LES ANTÉCÉDENTS ET LE MOUVEMENT DE GUARIBA

Ces quatre dernières années, dans toute la région de Ribeirão Preto, on a pu observer beaucoup de petites luttes revendicatives. Petits arrêts impromptus des équipes de travail, une fois sur le champ, au moment de commencer le travail, ou avant d'embarquer dans le camion, pour un prix plus élevé de la tonne ou du mètre ; revendications fondées sur la connaissance de la hausse des prix aux

producteurs, prix fixés par l'IAA (Instituto do Açúcar e do Alcool). Si une victoire était conquise, la nouvelle se répandait rapidement et le nouveau salaire se généralisait.

Au même moment, le mouvement syndical, la CPT (Commission Pastorale de la Terre), et quelques partis politiques s'occupaient des *bóias-frias*.

Le mouvement syndical rural se transformait en s'orientant vers le travail de base où s'intégraient les préoccupations des *bóias-frias* : sécurité du transport, salaire, enregistrement de la carte de travail individuelle, élaboration de contrats collectifs. Certains militants furent élus à la direction de la FETAESP (Fédération de Travailleurs de l'Agriculture de l'État de São Paulo) début 84. L'élaboration du cahier de revendications de la campagne salariale de cette année-là donna lieu à une intense mobilisation ; la grève était envisagée au cas où les revendications resteraient insatisfaites.

De son côté, la CPT aidait les travailleurs ruraux, à créer ou fortifier leurs syndicats, même si ses orientations divergeaient parfois de celles de la FETAESP.

Quelques bureaux municipaux du travail organisaient des rencontres de travailleurs. Une grande rencontre régionale fut faite en 1982, dans la ville de Ribeirão Preto avec des représentants de la CPT, de la CONTAG (Confédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture), de la FETAESP, des travailleurs, et des politiciens du PMDB (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien).

Quantitativement, l'action de ces différents acteurs était restreinte, mais l'extrême insatisfaction des travailleurs lui a donné un poids inattendu. Il n'est pas surprenant que l'action des travailleurs ait commencé à Guariba où venait juste de se discuter le cahier des revendications de la campagne salariale (et où la CPT n'avait pas fait un travail soutenu). L'écho de ces réunions arrivait jusqu'aux équipes de travail à travers la participation de l'un ou de l'autre.

En 1983 surgit la question des « 7 rangées ». Jusqu'en 82, chaque travailleur recevait 5 rangs de canne à couper qu'il déposait sur le champ à intervalles réguliers. En attribuant 7 rangées à chaque travailleur, on réduisait le nombre de tas à ramasser par les camions, on économisait le combustible, et on ramassait moins de terre avec les pelles mécaniques. Pour les travailleurs, davantage de déplacements à effectuer, moins de temps pour couper et moins de rendement alors qu'ils sont payés au poids. Les employeurs arguaient du fait qu'il y aurait plus d'emplois créés et qu'ils luttaient contre le chômage.

Pour celui qui travaille en permanence à la limite de ses forces, il était impossible d'accepter une modification qui, réduisant le salaire, accroissait la dépense physique. D'innombrables « paralysations » surgirent pour le retour au système de 5 rangées, dont certaines victorieuses. La saison 83 fut bien plus tendue que les saisons antérieures. Dans les réunions faites sur ce sujet était rejetée la possibilité de revendiquer un meilleur prix de la canne coupée, parce que : « Ce système nous raccourcit la vie ». Entre les deux récoltes, 83 et 84, certains travailleurs s'organisent, dans leurs propres régions, pour exiger le retour aux 5 rangées ; et cette revendication figure au premier plan lors de la campagne de mobilisation qui commencera au début de la récolte 84.

En outre, la crise aggrave la situation des travailleurs dans la mesure où, face à l'abondance de main-d'œuvre, les employeurs refusent d'employer les membres de la famille les moins aptes physiquement, les trop jeunes ou les « trop vieux ». Dans un contexte de carence alimentaire chronique et d'inflation galopante, avec en outre, pour les plus vieux les souvenirs de la victoire de la dernière grève en 1961, les éléments du scénario sont prêts pour des événements nouveaux : « c'est le ventre des travailleurs qui a crié grève ».

Le mouvement éclate le 14 mai 1984 quand plusieurs groupes de *bóias-frias* de l'usine de São Martinho, municiple de Guariba, décident un arrêt de travail. Ils revendiquent de limiter la coupe à cinq allées de canne au lieu de sept comme vient de l'imposer l'usine. Pour la première fois ils retournent chez eux sans avoir fourni aucun travail de la journée. Le lendemain, vers cinq heures du matin, ils



font le piquet de grève sur la route afin d'empêcher les travailleurs de Guariba de partir aux usines. L'adhésion au mouvement est massive. Enthousiasme grandissant, quelques-uns proposent la destruction des locaux de la SABESP (Compagnie des Eaux de l'État de São Paulo), qui avait élevé excessivement ses tarifs et coupé l'eau à ceux qui ne pouvaient payer. Une heure après, ces travailleurs incendiaient les locaux de la SABESP et détruisaient le dépôt d'eau potable. Ils se dirigent ensuite vers le Supermarché qui leur avait coupé le crédit récemment, et le saccagent malgré l'intervention des forces de police sur les lieux. Bilan 1 mort et 29 blessés par balles.

Averti des événements, le Président du syndicat rural de Araraquara intervient pour convoquer, à Guariba, une assemblée générale des travailleurs. Le soir, cinq mille *bóias-frias* assistent à l'assemblée qui décide d'une grève générale dans le municipio de Guariba.

Les premières réunions entre les propriétaires des usines, et les travailleurs ne portent pas de fruits. La nuit du 16, quelques plantations de canne sont brûlées. Le 17 au matin, les propriétaires des usines sollicitent une nouvelle réunion et un accord est conclu entre les parties en conflit, connu comme «l'accord de Guariba».

Parmi les conquêtes obtenues :

- retour au système des cinq allées ;
- auto-contrôle de la production par chaque travailleur ;
- protection et sécurité dans le transport quotidien ;
- garantie du salaire intégral en cas d'accidents du travail, de maladie, ou d'intempéries ;
- enregistrement obligatoire de la carte de travail.

L'accord à peine signé, des conflits semblables se manifestent dans des municipes voisins, et dans d'autres régions de l'État. Le Gouvernement intervient pour essayer d'appliquer les accords de Guariba à toute la région de la canne mais les syndicats s'y opposent en évoquant la diversité de situations à l'intérieur de l'État. Tandis que les débats se prolongent, les mobilisations se propagent à travers toute la région de la canne. Le 31 mai, deux semaines après l'éclosion du mouvement, on constate 24 points de conflit (dont 19 grèves) dans l'État : 48 000 travailleurs *bóias-frias* y participent.

Les négociations engagées mènent à 17 accords différents qui s'appliquent à 27 municipes de l'État. Ces mouvements se déroulent pendant toute la récolte et se répandent sur les plantations d'orange et sur d'autres cultures plus éloignées comme le coton, dans la frontière ouest de l'État.

Une fois les accords signés, reste à les mettre en pratique ; ce qui s'avère d'une grande difficulté à cause de la résistance des patrons. Ainsi durant toute l'année 84, de petites « paralysations » se font pour obliger les patrons à respecter les accords. Début décembre 1984, ont lieu deux réunions : l'une pour affiliation à la CUT (Centrale Unique des Travailleurs), l'autre pour discuter du chômage durant la période entre les récoltes. En janvier 85, de nouveaux conflits éclatent à Guariba et une importante mobilisation des *bóias-frias* s'étend à partir de ce noyau : on revendique un emploi dans les usines, après la récolte, ou une indemnité de chômage. Trente mille travailleurs adhèrent à la grève. Pendant que les négociations traînent en longueur, la nuit du 11 janvier 85, un violent conflit éclate à Sertãozinho, non loin de Guariba. La Fédération des Travailleurs Agricoles de São Paulo intervient pour faire un appel aux travailleurs pour la reprise du travail. Cet appel n'est pas suivi par les grévistes. Les maîtres des usines prennent peur et réclament l'intervention de la Police Fédérale, des autorités de Brasília, du Gouverneur de l'État de São Paulo, du Service National d'Intelligence de l'Armée à Brasília (symbole de toute la répression pendant la période militaire), et du Ministre du Travail.

Le lendemain la police militaire intervient dans les quartiers *bóias-frias*, à

Guariba, fouille les maisons, supprime les piquets de grève et annonce l'interdiction de la grève pour une semaine.

Tout indique que le mouvement de Guariba a souffert des divergences politiques entre le leader du syndicat rural de Guariba, lié au Parti des Travailleurs (opposition de gauche à l'actuel gouvernement) et le préfet local appartenant au PMDB, parti au Gouvernement. Ce moment est en outre mal venu, à la veille de l'entrée en vigueur, le 15 janvier, de la «Nouvelle République»... Mais le mouvement qui s'est enclenché à partir de 1983 n'est certainement pas prêt de se terminer puisque la situation n'a guère changé depuis.

### QUELLES PERSPECTIVES ?

L'idée, un moment en vogue, de réaliser des cultures vivrières intercalaires, semble abandonnée par les propriétaires parce que, d'un point de vue technique, les recherches n'ont pas encore fourni de perspectives concrètes, et que par ailleurs la FAESP, prise par la fraction la plus conservatrice des propriétaires, ne se préoccupe guère de cette question.

Les pouvoirs publics (Secrétariat à l'Intérieur de l'État de São Paulo) ont approuvé dès octobre 1984 un programme d'installation des travailleurs saisonniers sur des terres publiques ou privées, où ils pourraient faire des cultures vivrières, pendant une période de 3 à 5 ans. Mais l'hostilité des propriétaires ruraux, l'influence qu'ils exercent au niveau du pouvoir de l'État, et bien sûr au niveau des communes, font que, à la mi-1986, 15 communes seulement ont commencé à réaliser ce programme qui prend dès lors une allure tout à fait expérimentale (4).

Le mouvement d'emploi permanent qui s'est dessiné chez plusieurs propriétaires-usiniers (et qui concerne 30 % des travailleurs saisonniers) va-t-il instaurer définitivement un double marché du travail : d'un côté des travailleurs stables, adultes, considérés comme les plus aptes ou les plus productifs ; de l'autre, les travailleurs saisonniers vieux (plus de 40 ans), les femmes et les enfants, qui continuent à rester dépendants du *gato* ? Le premier marché du travail va-t-il s'élargir en même temps que la concentration foncière ? Ou les propriétaires vont-ils remplacer les *bóias-frias* par des machines ?

Le 4<sup>e</sup> Congrès National des Travailleurs de l'Agriculture (mai 1985) a pour la première fois pris en charge les revendications des travailleurs saisonniers de l'agriculture : élimination du travail temporaire, stabilité de l'emploi, liberté de grève. Un de leurs représentants fait désormais partie de la direction. Le début de l'année 1985 avait vu pour la première fois, un mouvement régional coordonné dans l'État de São Paulo ; la question des modalités de contrôle de la production reste d'actualité, de même que l'augmentation du salaire. Le Mouvement des Sans-Terre, issu des Commissions Pastorales de la Terre, en concentrant le débat sur la réforme agraire et l'accès à la terre, séduit également tous les travailleurs saisonniers qui ne veulent pas perdre l'espoir de quitter leur condition. Lutte pour la terre et lutte pour la stabilité de l'emploi se conjuguent aisément ; dans le même temps l'organisation syndicale des propriétaires se durcit ; et certaines fractions s'arment.

L'organisation des *bóias-frias* cependant avance ; il n'y a pas eu au début de l'année 1986 une grève pour soutenir leurs revendications lors de la négociation entre la Fédération des Travailleurs de l'Agriculture de l'État de São Paulo (FETAESP) et la Fédération des Agriculteurs de l'État de São Paulo (FAESP) et l'accord qui a été signé a été jugé mauvais pour les travailleurs. Un mois après (juillet), ont commencé plusieurs grèves, dont la plus importante a eu lieu à Leme, près de Ribeirão Preto, où la police est intervenue en faisant 2 morts et 30 blessés.

Après 3 semaines de grève, les travailleurs saisonniers ont obtenu la convocation d'une nouvelle réunion avec l'organisation syndicale patronale pour élaborer un nouvel accord. C'est la première fois qu'un tel événement se produit dans l'histoire des *bóias-frias*...

*Manuscrit accepté par le Comité de Rédaction le 14 octobre 1986*

#### BIBLIOGRAPHIE

- SILVA (José Graziano da), 1981. — Progresso técnico e relações de trabalho na agricultura. Hucitec, São Paulo.
- Institut d'Économie Agricole, 1980. — Secrétariat à l'Agriculture de l'État de São Paulo.

#### Notes

- (1) «Bóia-fria» signifie mot à mot «gamelle froide». Partant de la référence à une alimentation aléatoire, le sens de l'expression s'est ensuite étendu à la précarité de l'emploi et à l'instabilité des lieux de travail.
- (2) Pro-Alcool : programme de production d'alcool de canne à sucre mis en place par le gouvernement fédéral en 1979 et qui incita, depuis, le développement de la monoculture de la canne au détriment d'une production vivrière diversifiée.
- (3) «Seu Antonio» est l'expression populaire pour Monsieur Antonio. Les *Usineiros* sont les propriétaires des usines à sucre et simultanément maîtres ou «seigneurs» des plantations.
- (4) Ce programme fait l'objet d'une recherche réalisée par le CEPAM (Centro de Pesquisas sobre Administração Municipal) et une équipe de l'Action Spécifique Programmée CNRS-ORSTOM (Département H, UR<sub>2</sub>).

## ANNEXE

## HISTOIRE DE « SEU ANTONIO », 50 ANS, TRAVAILLEUR DE LA CANNE À BARRINHA

« Nous, on n'habitait pas en ville. A cette époque, nous on habitait sur les terres de la propriété. C'était comme ça. Mon père et ma mère sont venus de Bahia et ont vécu là pendant 21 ans... C'est de l'autre côté du fleuve. Dans la ville de Jaboticabal... dans le domaine Santa Eugênia. Aujourd'hui, tu ne sais même plus où ça se trouve, parce qu'ils ont mis de la canne partout. Personne ne sait.

Et nous, on aimait beaucoup venir à Barrinha (1). Il n'y avait qu'un seul cinéma, une seule église. Une petite église. Pas celle qui existe aujourd'hui. Nous, on aimait venir, parce qu'on marchait à l'ombre. Il fallait faire 14 kilomètres à pied pour aller au cinéma. Nous marchions à l'ombre, parce que la plantation allait jusque là. Alors on y allait peinards. On faisait l'aller et retour tous les dimanches. On était une sacrée bande de jeunes gars!

A cette époque, les choses étaient bien différentes. Ce n'était pas comme aujourd'hui. C'était beaucoup mieux. Aujourd'hui on doit se serrer la ceinture. Dans le temps, c'était sur la base d'un contrat annuel. Douze mois c'était le contrat qu'il fallait remplir... Nous, c'était le café... parfois nous avions dix mille pieds de café. Moi, mon frère et mon père. C'est-à-dire cela faisait 8 *contos*, n'est-ce pas? C'était l'argent que nous avions (2). Et ça allait. On était tranquille. Aujourd'hui je gagne plein d'argent, aujourd'hui je gagne presque 90 *contos* de l'heure, quand on travaille sans passer par intermédiaire. Et on ne s'en tire pas. On est toujours trop juste. Un petit rien et tu perds. Tout a beaucoup changé. C'est impressionnant.

Tout le monde avait son lopin de terre, pour chaque dix mille pieds de café on avait droit à un *alqueire* (3) de terre... On plantait du riz, du maïs... c'est-à-dire, c'était tout à nous, on plantait dans les champs de café. On nous laissait planter des haricots noirs, des patates. Tout cela c'était pour nous. Il y avait le clos destiné au troupeau des colons (4), rien que pour les colons, tu sais? On avait une vache... On vivait tranquille. La vie était agréable, c'était pas la vie d'aujourd'hui. C'était plus décontracté c'est-à-dire, d'un certain point de vue on travaillait davantage, parce qu'on travaillait aussi pour ce qui était à nous, et comme ça on bossait plus. Mais il y a une chose, à quatre heures, on partait et le samedi on ne travaillait pas aux champs.

... Aujourd'hui c'est plus possible, tu peux pas t'arrêter le samedi. Si tu perds le samedi, tu perds le dimanche. Maintenant qu'on travaille à la coupe de la canne, ils nous paient différemment. Ils paient la canne à sucre comme ça : c'est 105 cruzeiros, mais si tu perds un jour dans la semaine, l'unité de base passe à 90. C'est-à-dire que tu perds ; c'est la rémunération que tu obtiens. Ça veut dire que cela a changé, et que ça va de mal en pis, tu crois pas? Et cela va, et cela va toujours plus plus mal, toujours plus mal.

... Au début, tant que cela ne remplissait pas l'équivalent d'un camion, ils ne touchaient pas à la canne que tu avais coupée. Quand il y avait de quoi remplir le camion, ils l'emmenaient... Après, ils ont commencé cette histoire de pas. Maintenant tu coupes, 200 pas, 300 pas. Alors tu reçois par pas. Lui, il additionne : cela fait tant de pas, alors cela fait tant de tonnes, et il fait le compte. Parfois on a eu vingt kilos par pas... Ce papier — c'est un reçu — c'est pour une quinzaine, sans manquer un seul jour 59 860 kilos. Dans ce cas c'est 105 cruzeiros la tonne sans avoir manqué de jour. Si on perds un seul jour dans la quinzaine, on reçoit l'ensemble de la quinzaine à 90 cruzeiros la tonne... Ça c'est dur. Et si tu es malade et que tu ne peux pas te lever, tu ne fais que perdre. Plus tu as de canne, plus tu perds... Cette semaine j'ai été malade. Alors je vais seulement avoir 90.

... Aujourd'hui, c'est plus compliqué... tu ne sais plus rien, tu ne sais pas combien de camions ça fait, ni combien tu vas avoir. Tu sais seulement qu'il y a de la canne, mais

combien, tu ne sais pas... Non, aujourd'hui c'est encore plus dur. Avant nous 'on pouvait se la couler douce' avec ce qu'on gagnait...

... Encore que à l'usine de canne à sucre de São Martinho il n'y a pas d'intermédiaires. Eux pour le coup, ce sont des vrais voleurs. Il y en a un ici à Barrinha, quand je l'ai connu il n'avait même pas de logement. Aujourd'hui il a quatre-vingts camions pour transporter des *bóias-frias*, là-bas à l'usine de canne à sucre près de Barretos... Tout avec l'argent des pauvres diables. Voilà, ça c'est de l'injustice, mon vieux, tu devrais voir ce qu'il gagne, tout aux dépens des pauvres diables...

... Cela a commencé à changer après qu'on a commencé à planter de la canne à sucre. Après la création de l'usine de canne à sucre São Martinho, et des autres usines du coin... Il se passe la chose suivante : tous les *sitiantes* (5), ici la plupart étaient des *sitiantes*, ont vendu à São Martinho. Ils ont vendu et aujourd'hui São Martinho est propriétaire de tout le monde. De l'usine à l'endroit où l'on rentre, jusqu'au siège, tu parcours 50 kilomètres en camion à l'intérieur des terres de São Martinho. Rien que de la canne à sucre, tu ne vois pas autre chose... Et tout là-bas est à eux. Cela s'étend presque jusqu'à Ribeirão Preto. C'est trop pour un seul homme. Et les pauvres diables, sans rien. N'est-ce pas une situation illégale? Certains avec tant et d'autres sans rien? C'est pour cela qu'il y a tant de misère au Brésil. C'est à cause de cela...

Pour que tu voies, les haricots noirs ici coûtent 130 cruzeiros le kilo. Et ce n'est pas tous les jours qu'on en trouve... Et, auparavant, on avait à la maison du maïs, des haricots noirs et un cochon engraisé... Pour que tu voies, comme cela a changé. Aujourd'hui, tu sais, on n'achète rien avec cet argent. Et c'est quand a commencé le gouvernement Castelo Branco (6) qu'ont commencé tous ces emmerdements. L'endroit où nous habitons c'est l'usine São Geraldo qui l'a acheté. A l'époque je travaillais avec un tracteur, et c'est moi-même qui démolissais tout. On n'épargnait absolument rien. La propre maison où j'habitais, j'ai dû la démolir moi-même, le café que nous plantions, j'ai dû l'arracher. Et aujourd'hui, on n'a même pas de café à boire. Cela ne leur manque pas tout ce gâchis qu'ils ont fait maintenant? ... Ils ont tout arraché pour planter de la canne. Et les gens vendaient et venaient s'installer à Barrinha. D'autres sont partis à São Paulo, d'autres ont disparu on ne sait où... et la chose a continué et les gens ont tout abandonné pour s'en aller et les maisons ont été rasées. Et tout est fini, il n'en reste plus rien. Les gens ont été tous refoulés vers la ville».

## Notes

- (1) Barrinha, ville dortoir avec grande concentration de *bóias-frias*.
- (2) *Contos*, unité monétaire à l'époque.
- (3) *Alqueire*, mesure agraire correspondant à 2,4 ha dans l'État de São Paulo.
- (4) Les *colons* étaient ces «travailleurs résidents», mi-salariés, mi-paysans.
- (5) *Sitiantes*, petits exploitants agricoles, propriétaires de leur lopin.
- (6) Premier gouvernement militaire après le coup d'État de 1964.